



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE NEW DELHI

N° 25 – Du 25 juin au 1er juillet 2021

En bref

Afghanistan : Exportations afghanes de 450 M USD au premier semestre 2021.

Bangladesh : 251 Mds BDT (2,5 Mds EUR) budgétés par 25 administrations en vue de l'adaptation au changement climatique pour l'exercice 2021/22. L'encours de garanties publiques progresse de 22 % au terme de l'exercice 2020/21.

Bhoutan : Le Roi vend ses parts pour financer le chômage pendant la pandémie. Annonces de mesures monétaires et budgétaires.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : Nouvelle série de révisions à la baisse des perspectives de croissance pour l'exercice 2021/22. *Standard & Poor's* maintient une perspective stable sur la notation souveraine de l'Inde. Solde déficitaire de la balance des transactions courantes au T4 2020/21, mais excédentaire pour l'ensemble de l'exercice. Le ratio dette/PIB de l'Inde désormais à son plus haut niveau en 14 ans. Augmentation de la dette externe de 2,1 % en 2020/21. Le PMI manufacturier chute à 48,1 en juin 2021. Croissance du crédit non alimentaire de 5,9 % en mai. *Finances publiques* : La ministre des Finances a annoncé un plan de relance d'une valeur de 6 300 Mds INR. *Secteur financier* : *NITI Aayog* recommande la privatisation de l'assureur *United India Insurance Company*. *Autres informations* : Prêt de 500 M USD de la Banque mondiale pour la classe ouvrière informelle. La Chine devient la deuxième destination des exportations indiennes en 2020/21.

Népal : L'Inde autorise à nouveau l'importation d'huile de palme népalaise.

Pakistan : La Banque mondiale approuve deux programmes pour une valeur totale de 800 M USD. Signature d'un accord-cadre de trois ans avec la Société islamique internationale de financement du commerce pour un montant de 4,5 Mds USD. La collecte fiscale en hausse de 18,2 % sur l'exercice budgétaire 2020/21. *Benazir Income Support Program* : vote du budget à hauteur de 1,6 Mds USD pour l'exercice budgétaire 2021/22. Essor des transactions bancaires en ligne.

Sri Lanka : Prêt de 150 M USD de la Banque asiatique de développement (BASD) pour la vaccination contre le COVID-19. Nouveaux financements étrangers attendus selon le Gouverneur de la Banque centrale. Faible demande des marchés sur une émission d'obligations souveraines sri lankaises. Hausse sensible des ventes d'appartements au 1er trimestre 2021.

Afghanistan

Exportations afghanes de 450 M USD au premier semestre 2021

Selon la *National Statistics and Information Authority*, les exportations afghanes atteignent 450 M USD au premier semestre 2021. En 2020, le pays avait exporté 776,7 M USD et les autorités espèrent atteindre 1 Md USD d'exportations pour 2021. Les exportations avaient chuté de 10,1% en glissement annuel en 2020 sous l'effet de la crise du Covid-19. L'Afghanistan exporte principalement des tapis, des objets d'artisanat et des fruits secs ou frais. Le commerce extérieur total de l'Afghanistan représentait en 2020, 7 314 M USD et le déficit commercial atteignait 5 761 M USD.

Bangladesh

251 Mds BDT (2,5 Mds EUR) budgétés par 25 administrations en vue de l'adaptation au changement climatique pour l'exercice 2021/22

L'allocation progresse de 10 % dans le nouveau budget : elle s'élève à 251,2 Mds BDT (2,5 Mds EUR), équivalent à 0,8 % du PIB, ou 4,2 % du budget total, contre 229 Mds BDT pour l'exercice précédent. Les trois-quarts des actions s'appuient sur un financement national et le solde est complété par les agences de coopération étrangères.

Les principaux ministères impliqués sont l'agriculture (58 Mds BDT), l'environnement et le changement climatique (37,9 Mds BDT), l'eau (28,3 Mds BDT) et les collectivités territoriales (27,5 Mds BDT), qui portent des projets de développement tels que le développement de systèmes de culture plus résistants, le dragage et la réparation de *polders* (étendue artificielle de terre) ou encore l'adaptation aux inondations. 34 projets concernent le *Bangladesh Delta Plan 2100*, pour une enveloppe de 1914 Mds BDT (23,7 Mds USD).

Une mise à jour du *Bangladesh Climate Change Strategy and Action Plan* est en voie de finalisation par le ministère de l'environnement. Elle visera notamment à intégrer la thématique du changement climatique au sein de tous les autres plans stratégiques, dans tous les ministères, avec une vision plus transversale, avec, comme horizon probable, 2030.

L'encours de garanties publiques progresse de 22% au terme de l'exercice 2020/21

Au 30 juin 2021, les encours s'élèvent à 738,4 Mds BDT (7,4 Mds EUR) en hausse de 22 % sur l'exercice précédent, équivalant à 2,1 points de PIB. Ils couvrent une centaine d'opérations où la génération d'électricité représente 56 % des encours, devant les achats d'aéronefs (15 %) et les achats d'engrais (15 %). Les encours en devises en représentent 89% (659 Mds BDT). Les engagements publics étrangers s'élèvent à 387,6 Mds BDT, équivalant à 52 % des garanties délivrées.

Seules trois banques étrangères privées sont intervenues sur ces opérations (*JP Morgan*, *HSBC*, *Standard Chartered*). Les banques publiques (principalement *Sonali* qui a notamment financé les 4 derniers achats d'aéronefs de Biman depuis juillet 2019) ont la plupart du temps été sollicitées en complément des financeurs publics étrangers.

Parmi ces derniers, la Chine (*Eximbank of China*, *Bank of China*, *ICBC*) est engagée à hauteur de 239,4 Mds BDT (2,4 Mds EUR) sur huit centrales thermiques, loin devant l'Inde (94,3 Mds BDT par *Eximbank of India* sur la centrale à charbon de Rampal), le Japon (51,4 Mds BDT de la *JBIC* sur deux projets : centrale à gaz *Bibiyana III* et usine d'engrais *Ghorasal Polash*), ou les Etats-Unis (7 Mds BDT qui couvrent deux prêts de l'*Eximbank* souscrits en 2014 et 2017 pour l'achat de deux appareils *Boeing*).

Bhoutan

Le Roi vend ses parts pour financer le chômage pendant la pandémie

La *Royal Securities Exchange of Bhutan Limited* (RSEBL) met en vente certaines des actions du Roi aux enchères entre le 15 juin et le 15 juillet. Il s'agit de 15,6 M de parts détenues par les *Sungchob Fund* et *Kidu Fund* dans la *Royal Insurance Corporation of Bhutan Limited* pour un prix plancher de 70 BTN (0,94 USD) et de 17,6 M de parts dans la *Bhutan National Bank Limited* pour 33 BTN. Le fruit de la vente servira à financer le *National Resilience Fund*, qui a pris le relai du paiement des salaires et des intérêts suite au ralentissement de l'économie, consécutif de la pandémie de Covid-19. L'échange de ces parts sera, dans un premier temps, suspendu sur le marché secondaire pour éviter de trop fortes distorsions de marchés, compte tenu des volumes échangés. Le nombre minimal d'achat de parts pour un particulier est de 10 et il n'y a pas de volume maximum. Le 18 juin, les offres pour les parts de la *RICBL* et de la *BNBL* atteignaient toutes deux 200 BTN (2,7 USD).

Annonces de mesures monétaires et budgétaires

Le Premier ministre a annoncé sur sa page *Facebook* la Phase III de la politique monétaire ainsi que les mesures budgétaires pour le second semestre de l'année calendaire. Il a rappelé que la pandémie de Covid-19 représentait toujours un risque pour la santé et le niveau de vie des Bhoutanais. Dans ce cadre, le programme de soutien aux salaires et paiement des intérêts, *Druk Gyalpo's Relief Kidu* (DGRK) sera poursuivi jusqu'en juin 2022. En complément, la phase III prévoit, entre autres, la prolongation, à juin 2022, du report des remboursements des prêts contractés à partir du 30 juin 2020. Pour ce qui est des mesures budgétaires, le gouvernement considère : (i) le report du paiement de l'impôt sur le revenu de 2019 pour les secteurs du tourisme et du divertissement, touchés par la pandémie, (ii) la poursuite du report de certaines charges comme l'électricité pour les industries et secteurs fragilisés jusqu'à décembre 2021 (décidé

au cas par cas), (iii) la révision des droits de douane, leur rationalisation et simplification, et enfin (iv) la révision des mesures fiscales incitatives en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Nouvelle série de révisions à la baisse des perspectives de croissance pour l'exercice 2021/22

India Ratings and Research a révisé à la baisse la projection de croissance du PIB réel pour 2021/22 à 9,5 % contre 10,1 %, en raison de l'impact de la deuxième vague de Covid-19. Cette nouvelle estimation est toutefois conditionnée à l'atteinte de l'objectif de vaccination d'ici à la fin de l'année calendaire. Si l'objectif de vaccination venait à être retardé de trois mois, soit en raison de la lenteur de la vaccination ou de la non-disponibilité des vaccins, la croissance du PIB pourrait plutôt se rapprocher de 9,1 %. L'agence de notation a noté que le recul de la demande de consommation devrait être plus prononcé dans les zones rurales, car la deuxième vague, contrairement à la première, s'est propagée à l'arrière-pays.

Crisil estime désormais que la croissance du PIB réel pour 2021/22 sera de 9,5 %. La deuxième vague devrait modérer les revenus, en particulier la collecte de la GST pour les mois de juin et juillet (celle-ci pourrait toutefois reprendre en août). L'agence a en outre déclaré que les revenus des 10 principaux États indiens (70 % du PIB des États fédérés) devraient dépasser les niveaux d'avant la pandémie de 600 pnb en 2021/22. Cette poussée serait entraînée par une plus grande vigueur fiscale, la perception des taxes de vente sur l'essence et le diesel et des subventions accrues, conformément aux recommandations de la quinzième Commission des finances.

Enfin, le Conseil national de recherche économique appliquée (NCAER) a projeté la croissance du PIB réel pour 2021/22 dans une fourchette de

8,4 % à 10,1 %, en fonction de l'impact potentiel d'une troisième vague de Covid-19. Il estime en outre que l'économie indienne perdrait aussi deux années de croissance : le PIB réel atteindrait environ 146 000 Mds INR en 2021/22, soit le même niveau qu'en 2019/20.

Standard & Poor's maintient une perspective stable sur la notation souveraine de l'Inde

S&P Global Ratings a maintenu une perspective stable sur la note de crédit souverain de l'Inde. L'agence de notation s'attend à ce que l'économie rebondisse dès que la situation sanitaire sera maîtrisée et anticipe que les fondamentaux économiques restent suffisamment solides malgré les besoins élevés de financement du gouvernement au cours des 24 prochains mois. Cependant, S&P a averti que le pays pourrait faire face à une dégradation si la reprise économique était plus lente que prévu ou si les déficits et la dette dépassaient les prévisions. À l'inverse, une amélioration de la notation est possible si l'économie indienne venait à afficher, au cours des 24 prochains mois, une reprise plus marquée que celle anticipée.

Solde déficitaire de la balance des transactions courantes au T4 2020/21, mais excédentaire pour l'ensemble de l'exercice

L'Inde affiche un déficit du solde de la balance des transactions courantes de 8,1 Mds USD au terme du trimestre clos le 31 mars 2021, après une impasse de 0,3 % du PIB au T3 et un excédent de 0,1 % du PIB un an auparavant. Pour l'exercice 2020/21, la balance des transactions courantes marque un solde excédentaire de 24 Mds USD, soit 0,9 % du PIB par rapport à un déficit équivalent enregistré l'année précédente.

Dans le détail, le déficit du commerce des marchandises s'est réduit à 102,2 Mds USD en 2020/21, à comparer à 157,5 Mds USD il y a un an. Le bénéfice net des services a augmenté de 4,4 % en g.a. pour être porté à 88,6 Mds USD. Parmi les flux financiers, les entrées nettes d'investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 44 Mds USD (43 Mds USD en 2019/20). En 2020/21, l'Inde a enregistré des entrées nettes record d'investissements étrangers de portefeuille de 36

Mds USD. Le pays a ajouté 87,3 Mds USD à ses réserves de change au terme de l'exercice.

Le ratio dette/PIB de l'Inde désormais à son plus haut niveau en 14 ans

La dette du gouvernement de l'Union a grimpé à 58,8 % du PIB au terme de l'exercice clos en mars, contre 51,6 % il y a un an. La contraction économique a forcé le gouvernement à emprunter un montant record pour combler le manque à gagner, ce qui fait peser un risque sur la soutenabilité de la dette à moyen terme. Le déficit budgétaire s'est creusé à 9,2 % du PIB au cours de l'exercice 2020/21 à comparer à 4,6 % du PIB il y a un an, les recettes ont chuté de 3 %, tandis que l'économie se contractait de 7,3 %. La contraction, la plus forte depuis l'Indépendance de l'Inde, est attribuée à la perturbation des activités économiques causée par la première vague de la pandémie. La dette du gouvernement de l'Union comprend l'encours du passif total dû à la dette interne levée au moyen de bons du Trésor, d'obligations et de titres ; dette extérieure principalement contractée auprès d'institutions multilatérales ; et les engagements des comptes publics tels que les ceux de fonds de prévoyance et le Fonds national de petite épargne.

Augmentation de la dette externe de 2,1 % en 2020/21

La dette extérieure de l'Inde a augmenté de 2,1 % en g.a. pour atteindre 570 Mds USD fin mars 2021. La dette à long terme a augmenté de 3,8 % à 468,9 Mds USD, tandis que la dette à court terme a diminué de 5,4 % à 101,1 Mds USD. Au sein de la dette à long terme, les emprunts commerciaux extérieurs ont diminué de 2,9 % à 213,2 Mds USD, tandis que les dépôts des Indiens non-résidents ont augmenté de 8,7 % à 141,9 Mds USD. La dette multilatérale a augmenté de 16,3 % pour atteindre 69,7 Mds USD.

Le PMI manufacturier chute à 48,1 en juin 2021

L'indice *IHS Markit India Manufacturing Purchasing Managers* (PMI) corrigé des variations saisonnières est tombé à 48,1 en juin 2021 contre 50,8 en mai 2021. L'indice est tombé en dessous

du seuil critique de 50 pour la première fois depuis juillet 2020.

La seconde vague et les mesures de confinement prises par les gouvernements des États ont eu un impact négatif sur la demande. En conséquence, les commandes d'usines, la production et les achats de matières premières ont subi une baisse. Les suppressions d'emplois se sont poursuivies, l'optimisme des entreprises s'estompant au cours du mois. Les coûts des intrants ont encore augmenté en juin, les entreprises font état de prix plus élevés pour les produits chimiques, les composants électroniques, l'énergie, les métaux et les plastiques. Les fabricants ont répercuté les coûts supplémentaires sur les utilisateurs finaux. C'est le dixième mois consécutif au cours duquel les fabricants ont augmenté les prix de leurs offres.

Croissance du crédit non alimentaire de 5,9 % en mai

La croissance en glissement annuel de l'encours des crédits non alimentaires décaissés par les banques commerciales a été portée à 5,9 % à fin mai contre 5,7 % à fin avril. Les prêts au secteur industriel ont augmenté de 0,8 % à fin mai, plus rapide que la croissance de 0,4 % enregistrée fin avril. Les prêts personnels progressent de 12,4 % en g.a. en mai, plus lentement que la croissance de 12,6 % enregistrée le mois précédent. Les prêts agricoles, la plus petite composante de l'encours des prêts, ont augmenté de 10,3 % en g.a. en mai.

Finances publiques

La ministre des Finances a annoncé un plan de relance d'une valeur de 6 300 Mds INR

Le plan de relance de 6 300 Mds INR présenté par la ministre des Finances Nirmala Sitharaman, représenterait environ 3 % du PIB et vise à relancer une économie à nouveau touchée par une deuxième vague de coronavirus. Mais, en réalité, l'impact budgétaire des mesures annoncées devrait probablement être inférieur à 1 % du PIB. En effet, une grande partie du plan se présente sous la forme de garanties de crédit qui ne nécessitent pas de dépenses immédiates. Le

stimulus budgétaire direct se limite à un programme étendu de distribution gratuite de céréales, à un programme de garantie de crédit pour les infrastructures de santé et à des dépenses supplémentaires sur *BharatNet*, d'un montant de 1200 Mds INR. En revanche, tout limité qu'il soit, ce plan de relance aura tout de même un impact sur le déficit budgétaire, initialement estimé à 6,8 % lors de la présentation du budget en février 2021, et qui pourrait donc être porté à 7,5 % du PIB.

Secteur financier

NITI Aayog recommande la privatisation de l'assureur *United India Insurance Company*

NITI Aayog a recommandé la privatisation de l'assureur public *United India Insurance Company*, conformément à l'annonce faite par la ministre des Finances lors de la présentation du budget de l'Union en février dernier. Pour rappel, la ministre avait déclaré qu'une compagnie d'assurance et deux banques du secteur public seraient privatisées au titre du programme de « désinvestissement » de l'État qui doit rapporter 1800 Mds INR au cours de l'exercice 2021/22.

United India Insurance Company a affiché deux années consécutives de pertes nettes : 14,8 Mds INR en 2019/20 et 18,7 Mds INR en 2018/19.

Autres informations

Prêt de 500 M USD de la Banque mondiale pour la classe ouvrière informelle

La Banque mondiale a approuvé un programme de prêts de 500 M USD afin de soutenir la classe ouvrière informelle et faire face à l'impact de la pandémie de coronavirus. Sur le montant total du prêt, 112,5 M USD seront financés par l'Association internationale de développement et 387,5 M USD proviendront de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Le prêt a une maturité de 18,5 ans, dont un différé d'amortissement de cinq ans.

La Chine devient la deuxième destination des exportations indiennes en 2020/21

Les exportations vers la Chine ont augmenté de 27,5 % en g.a. pour atteindre 21,8 Mds USD en 2020/21. Ce pays remplace ainsi les Émirats arabes unis comme deuxième destination d'exportation de l'Inde. Les États-Unis ont conservé leur position de premier client, avec toutefois une chute des exportations de 2,7 % à 51,6 Mds USD en 2020/21.

Népal

L'Inde autorise à nouveau l'importation d'huile de palme népalaise

Les exportations d'huile de palme népalaise à destination de l'Inde vont reprendre. L'Inde a en effet levé cette interdiction en vigueur depuis presque 13 mois. Le gouvernement indien a retiré ce produit de la liste des importations interdites et la levée des restrictions s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2021. Le Népal ne produit pas d'huile de palme mais la raffine. L'huile brute est importée depuis la Malaisie et l'Indonésie et l'huile de palme raffinée constitue l'un des premiers produits exportés par le Népal, et représente notamment 31 % des exportations népalaises vers l'Inde en 2019/20.

Pakistan

La Banque mondiale approuve deux programmes pour une valeur totale de 800 M USD

Le Conseil d'administration du groupe Banque mondiale vient de voter l'approbation de deux des programmes dont les enveloppes avaient respectivement été réduites de 100 M USD. Parmi eux, le programme PACE (*Program for Affordable and Clean Energy*), désormais d'une valeur de 400 M USD. Il vise à réduire la dette circulaire de l'énergie et s'inscrit en soutien de l'amélioration de la viabilité financière du secteur de l'électricité, dans la perspective d'une transition

progressive du Pakistan vers un approvisionnement énergétique décarboné. Financé à moitié par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et par l'Association internationale de développement (IDA), la maturité des financements est de 30 ans et leur période de grâce de 5 ans. À hauteur de 400 M USD le programme SHIFT II (*Securing Human Investments to Foster Transformation*) est quant à lui entièrement financé par l'IDA, selon les mêmes modalités. Le programme se fixe comme objectif l'amélioration des services de santé et d'éducation, couplé à la reconnaissance du rôle des femmes dans l'économie pakistanaise et à l'accroissement de l'inclusion économique des individus à faible revenu.

Ces projets ont été approuvés alors que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement avaient pris la décision de suspendre le décaissement d'une partie de leurs engagements financiers (1 Md USD) en raison du désaccord persistant entre le gouvernement fédéral et les services du FMI.

Signature d'un accord-cadre de trois ans avec la Société islamique internationale de financement du commerce pour un montant de 4,5 Mds USD

Un communiqué de presse publié conjointement par le gouvernement fédéral et l'*International Islamic Trade Finance Corporation* (IITFC) indique que les deux parties ont signé un accord-cadre visant à assurer le financement de l'importation de produits essentiels à la sécurité énergétique du Pakistan, à savoir le pétrole brut, les produits pétroliers raffinés et le GNL. Les liquidités mises à disposition au travers de ce financement seront utilisées par la *Pakistan State Oil* (PSO), la *Pak-Arab Refinery Ltd* (PARCO) et *Pakistan LNG Ltd* (PLL) au cours des trois exercices budgétaires à venir. L'accord couvre une période de 3 années et facilitera l'identification de domaines de coopération connexes, qui permettront à l'IITFC de mettre à profit ses compétences techniques afin d'accompagner l'État pakistanais dans ses efforts de développement du commerce extérieur.

La collecte fiscale en hausse de 18,2 % pour l'exercice budgétaire 2020/21

Le *Federal Board of Revenue* (FBR) a annoncé avoir collecté 29,9 Mds USD (4725 Mds PKR) au cours de l'exercice budgétaire 2020/21 (juil.-juin). Si le FBR annonce que ce résultat se place au-delà de l'objectif révisé de 29,7 Mds USD (4691 Mds PKR) pour l'exercice en cours, l'objectif initial était de 36,9 Mds USD (5829 Mds PKR). Si la collecte brute a atteint 31,5 Mds USD (4976 Mds PKR), la collecte nette avoisine elle les 29,9 Mds USD (4725 Mds PKR), soit une hausse de 18,2 % en comparaison de la collecte de l'exercice précédent, à 25,3 Mds USD (3997 Mds PKR).

Benazir Income Support Program : vote du budget à hauteur de 1,6 Mds USD pour l'exercice budgétaire 2021/22

Le Conseil d'administrations de la BISP a approuvé le budget annuel de 1,6 Mds USD (250 Mds PKR) alloué par le gouvernement fédéral pour l'exercice budgétaire 2021/22. Pour rappel, ce programme fédéral vise à subvenir aux besoins des populations les plus démunies du Pakistan à l'aide de transferts directs. Créé en 2008, il était jusqu'en 2020 le programme de protection sociale le plus conséquent du Pakistan, avant de se faire dépasser par *Ehsaas*. Parmi les mesures phares de ce budget 2021/22, le CA du BISP a approuvé l'augmentation des allocations pour les étudiants méritants des niveaux secondaire et secondaire supérieur. Fixées respectivement à 15,8 USD (2500 PKR) et 19 USD (3000 PKR) pour chaque élève masculin et féminin considéré comme méritant jusqu'ici, ces allocations seront augmentées de 3,2 USD (500 PKR) en 2020/21, si les élèves concernés s'engagent à ne pas se placer en deçà d'un taux de fréquentation scolaire de 70 %.

Essor des transactions bancaires en ligne

Selon le *Quarterly Payment System Review* publié par la Banque centrale, le Pakistan a vu 309,5 M de transactions bancaires en ligne entre janvier et mars 2021, soit une hausse de 31 % par rapport à l'année précédente en g.a. En termes de volume, la hausse des transactions bancaires en ligne sur la période considérée est de 29 %, à

140 Mds USD (22 483 Mds PKR). Preuve des effets positifs de la pandémie sur les services bancaires en ligne, le nombre d'utilisateurs de services bancaires sur internet a augmenté de 30,5 % à 4,8 M, tandis que le nombre d'utilisateurs de services bancaires mobiles a lui crû de 20,3 % à 9,9 M.

Sri Lanka

Prêt de 150 M USD de la Banque asiatique de développement (BAsD) pour la vaccination contre la COVID-19

Le Conseil des ministres a approuvé une proposition de celui des Finances pour un financement de 150 M USD de la BAsD. Le projet aura un coût total de 161,9 M USD, le solde (11,9 M) étant payé par le gouvernement sri lankais. Ce prêt de la BAsD vise à financer une partie du programme de vaccination contre le COVID-19 de Sri Lanka, le renforcement des moyens de transport frigorifique et l'amélioration de la gestion des déchets médicaux.

Nouveaux financements étrangers attendus selon le Gouverneur de la Banque centrale

Dans un communiqué du 28 juin consacré à l'accès aux devises étrangères sur le marché domestique, le Gouverneur de la Banque centrale de Sri Lanka (CBSL) a annoncé l'arrivée prochaine de plusieurs financements étrangers : (1) une ligne de swap de 250 M USD attendue en juillet 2021 de la Banque centrale du Bangladesh, (2) une ligne similaire de la Banque centrale indienne (RBI) d'un montant de 400 M USD, espérée pour août, (3) ainsi que la réception prévue, également en août, de l'allocation en DTS du FMI, équivalente à 800 M USD.

Un autre accord de swap, de 1 Md USD, est par ailleurs en cours de négociation avec l'Inde.

Les réserves de change s'établissaient à 4 Mds USD en mai, hors accord de swap de 10 Mds RMB (1,5 Mds USD) avec la Banque centrale de Chine (PBoC). A la fin 2020, la dette publique externe était de 40 % du PIB. La valeur faciale de celle-ci est passée de 34,1 Mds USD à la fin 2019 à 32,2 Mds USD à la fin mars 2021. Le Conseil des

ministres a approuvé l'extension des restrictions sur les transferts de fonds en devises vers l'étranger pour 6 mois supplémentaires, à compter du 2 juillet 2021.

Faible demande des marchés sur une émission d'obligations souveraines sri lankaises

Une vente aux enchères d'obligations souveraines (*Sri Lanka Development Bonds*, SLDBs) effectuée par la Banque centrale (CBSL) du 21 au 25 juin n'a été que très partiellement souscrite. Sur les 100 M USD mis aux enchères, Sri Lanka n'a pu vendre *in fine* que 36,2 M USD : 29,6 M USD d'obligations à 10 mois à un taux d'intérêt fixe moyen pondéré de 7,4 % ; 1,8 M USD d'obligations à 1 an et 10 mois à 7,65 % ; 4,7 M USD d'obligations à 2 ans et 10 mois à 7,99 % et, enfin, 0,15 M USD d'obligations à 3 ans et 7 mois à 7,68 %. La vente aux enchères d'obligations avait en tout attiré seulement 37 M USD d'offres.

Hausse sensible des ventes d'appartements au 1er trimestre 2021

D'après une étude de la Banque centrale, les ventes d'appartements en copropriété ont fortement augmenté. Le *Condominium Property Volume Index* (base : T3 2017=100), qui mesure les ventes de ces derniers, a dépassé 250 au T1 2021 contre un niveau inférieur à 200 au T4 2020 et à moins de 150 au T1 2019. Ce dynamisme a été favorisé par la baisse des taux d'intérêt sur les

prêts, ainsi qu'une hausse des offres plus abordables grâce à des projets situés hors des limites de la ville de Colombo. Au T1 2021, 70 % des ventes concernaient des appartements d'une valeur inférieure à 25 M LKR, contre 30 % pour ceux d'une valeur de 25 M à 100 M LKR.

92 % des unités des projets de « Condominiums simples » terminés, en date de fin mars 2021, étaient vendues. Pour les projets des « Condominiums simples » et projets mixtes en cours de construction, le pourcentage de vente atteint respectivement 50 % et 58 %.

Les promoteurs immobiliers ont financé leurs projets, lors de la période étudiée, par trois sources de manière égale (soit à hauteur d'un tiers chacune des montants investis) : par des préventes, des prêts bancaires et des capitaux propres. Plus de 85 % des acheteurs de ces appartements étaient des résidents sri lankais au T1 2021, soit un niveau stable par rapport à un an plus tôt. Les financements des acheteurs proviennent à environ 70 % de leurs fonds propres et à hauteur de presque 30 % par des prêts bancaires.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	C	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international